



Internationale Socialiste des Femmes

XXIIe Congrès

Madrid, Espagne, 22 et 23 novembre 2022

Élimination de la violence à l'égard des femmes : une stratégie mondiale

RÉSOLUTION

La violence à l'égard de la femme, urbaine comme rurale, qu'elle soit sournoise, insidieuse ou nébuleuse, pourrit la vie. La violence à l'égard des femmes, qui est une très grave violation des droits humains, pèse non seulement sur l'indice de démocratie, mais également sur le développement d'un pays. L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) reconnaît qu'il ne sera pas possible de vivre dans des sociétés justes tant que les femmes, représentant la moitié plus de la population, vivront dans la peur, sous la menace ou continueront d'être victimes de terribles discriminations, violences, tortures et harcèlement de tous genres.

La violence à l'égard des femmes continue à s'enraciner dans l'inégalité entre les hommes et les femmes. L'Internationale socialiste des Femmes tient à affirmer son engagement à combattre toutes les formes de violences faites aux femmes, des meurtres au harcèlement dans la rue, des enlèvements ou déportations pour faits de guerre, de la violence entre personnes connues au mariage, de la violence entre partenaires intimes au mariage des enfants ou aux crimes d'honneur. Le viol et toutes les formes de violence sexuelle, les mutilations génitales féminines ou la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle sont des violations des droits humains auxquelles nous ne pouvons ni nous habituer ni nous résigner.

Parmi les différentes formes de violence, la Convention d'Istanbul mentionne la violence économique, l'une des formes de violence les plus subtiles et les plus cruelles pour de nombreuses femmes et leurs enfants. La violence économique peut prendre de nombreuses formes, par exemple, des actes de contrôle du comportement d'une personne concernant l'utilisation de l'argent, la restriction de l'accès aux ressources financières, à l'éducation ou au marché du travail, le non-accomplissement de ses responsabilités économiques... La violence économique, dont la reconnaissance est plus récente que les autres formes de violence, a été reconnue comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes par l'article trois de la Convention d'Istanbul.

Mettre fin aux violences faites aux femmes est un objectif partagé par celles et ceux d'entre nous qui luttent pour l'égalité, la justice et la dignité humaine et doit toujours être au cœur du programme de nos organisations politiques.

L'ISF voudrait saluer les progrès réalisés dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes, mais il reste encore beaucoup à faire. Dans le monde, une femme sur trois, âgée de 15 à 49 ans, a subi des abus sexuels et/ou des violences physiques perpétrés par un partenaire intime en 2021. La lutte contre la violence sexiste doit être considérée comme une question fondamentale qui affecte la liberté, la sécurité et la vie de la moitié de la population constituant un obstacle à la participation politique des femmes. L'ISF encourage tous les pays à adopter des lois spécifiques pour lutter contre les violences à l'égard des



Internationale Socialiste des Femmes

femmes. L'ISF demande à la société dans son ensemble - acteurs politiques, médias et organisations de la société civile, entités de l'État chargées de la santé, de l'éducation et de la justice pénale - de faire de la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes un objectif commun.

Le rôle des organisations féministes et du mouvement organisé des femmes a été déterminant dans la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes. Au vu du rôle déterminant de ces acteurs pour continuer à avancer sur la voie de l'égalité, il est recommandé aux Etats de les reconnaître et de les soutenir financièrement.

Selon les Nations unies, 1,2 milliard de femmes et de jeunes filles en âge de procréer vivent dans des pays et des régions où l'accès à un avortement sûr est sujet à des restrictions et 102 millions vivent dans des endroits où l'avortement est totalement interdit. La défense des droits sexuels et reproductifs est une question centrale du programme de l'Internationale socialiste des Femmes. L'accès à des services promouvant la santé sexuelle et reproductive, l'accès à l'avortement sans risque, aux contraceptifs et à l'éducation sexuelle est essentiel pour garantir le droit des femmes à la santé.

L'ISF invite les pays à élaborer et signer un accord international pour la protection des femmes face aux violences numériques et obliger les GAFA (grandes entreprises du numériques) à contribuer à mettre fin au phénomène de la violence numérique qui viole les libertés et menace les vies des femmes et des filles. L'ISF appelle à lutter efficacement contre la violence numérique, un fléau de plus en plus répandu qui ne connaît pas de frontière et qui brise des vies (suicides, traite des femmes et des filles, etc.).

L'ISF souhaite souligner la grave violation des droits qui fait que les femmes ne sont pas en mesure d'exercer leurs droits politiques de manière égale. Il est inacceptable que le coût de la participation politique des femmes soit le harcèlement, la discrimination, la violence ou la peur. La violence politique à l'égard des femmes viole le droit des femmes à la participation politique et, par conséquent, rabaisse l'indice de démocratie de nos États. Nous ne pouvons pas nous résigner au fait que la participation politique des femmes doive se faire dans un contexte d'inégalité, ni normaliser la violence et le harcèlement subis par les femmes pour représenter leurs concitoyens.

Fière du chemin parcouru et consciente des objectifs qui restent à atteindre, l'ISF exige que la violence à l'égard des femmes soit une question politique de premier ordre dans chaque parti, dans chaque pays, partout dans le monde. De manière globale, cela implique l'adoption de politiques de prévention impliquant la société civile, de protection des victimes et de répression des auteurs. L'ISF exige le respect des institutions démocratiques comme barrière contre toute forme de violence à l'égard des femmes. L'égalité comme objectif, le féminisme comme chemin.



Internationale Socialiste des Femmes

